

Laboratoires CITERES et RURALITES

Journée des doctorants - Appel à communications

Transition, territoire(s) et acteurs

Les doctorants des laboratoires CITERES de l'Université de Tours et RURALITES de l'Université de Poitiers invitent les jeunes chercheurs de divers horizons (géographes, sociologues, urbanistes, économistes, politistes ...) à partager leurs travaux de recherche sur le thème de “**Transitions, territoires et acteurs**”.

Pour cette journée, nous souhaitons aborder les transformations sociales et territoriales en cours, ou en devenir, dans le contexte du changement climatique à travers le concept récent de « transition ». Le thème de la transition fait actuellement l'objet d'un grand intérêt, tant du côté de la société civile, des acteurs publics que de la recherche. Ce concept peut varier grandement en fonction des acteurs, des contextes et des disciplines. Il a été popularisé par des mouvements comme celui des villes en transitions et est introduit aujourd'hui dans un nombre croissant de politiques publiques, à l'image de celle sur la transition énergétique. On constate une tendance à la (re)localisation des expériences de transition, le territoire local étant propice aux liens, échanges et interactions entre acteurs du territoire, mais aussi comme espace d'action pour les politiques publiques.

Dans ce cadre, nous vous invitons à interroger les actions concrètes sur les territoires, menées par différents acteurs (citoyens, société civile, acteurs publics), qui s'inscrivent dans des dynamiques de transitions - même si ces transitions peuvent être définies par ces acteurs de manière parfois différente (voire même contradictoire).

Nous proposons donc de questionner les politiques et actions de ces acteurs et leurs effets sur les territoires à travers trois axes. Ils constituent chacun une entrée, non exclusive, pour traiter de ces enjeux. Loin de s'enfermer derrière un type d'acteur, il s'agira de questionner les relations complémentaires ou contradictoires qu'ils ont entre eux, et les effets des actions entreprises sur la définition même de la transition.

Axe 1 : Penser la transition

La notion de transition est mobilisée aujourd'hui dans de nombreux domaines. Si chez les anglo-saxons ce sont les villes en transition qui sont les plus étudiées, la transition énergétique est en France la terminologie la plus utilisée. Pourtant, derrière ces multiples transitions, la notion même est plus rarement questionnée et définie. La recherche s'empare aujourd'hui de plus en plus de cette notion, à l'image des ateliers organisés sur la transition par le réseau Approches critiques du développement durable depuis 2017 présidé par Catherine Larrère et Francis Chateauraynaud.

Nous souhaitons ici interroger la notion de “transition” au regard des autres concepts qui lui sont régulièrement associés, en particulier celui du développement durable. Le sens et la temporalité de la transition peuvent aussi différer en fonction des qualificatifs qu'on lui adjoint : transition énergétique, transition écologique... Son sens et sa portée sont aussi influencés par les contextes nationaux où elle est utilisée, par le type d'acteurs qui la mobilisent (entre réel projet politique et injonctions morales) et les acteurs qui en portent alors la responsabilité.

Qu'apporte le concept de transition à celui de développement durable ? Y-a-t-il un consensus autour du sens à donner à la transition ou au contraire une pluralité d'interprétation du terme (suivant la temporalité envisagée, les acteurs portant ce terme ou encore les types de territoire) ? Parle-t-on de la même façon de la transition entre les Nords et les Suds ? Qu'est-ce qui distingue une réelle transition d'un changement cosmétique ?

Axe 2 : Les acteurs publics de la transition et leurs territoires d'action

Au cours des années 2000, les politiques publiques se sont configurées autour du principe de développement durable. Aujourd'hui, à travers les récents textes législatifs et réglementaires, on note une évolution vers la notion de transition. De nouveaux principes directeurs pour l'action publique font leur apparition et promeuvent des transformations économiques, sociales et territoriales, en témoigne celui d'économie circulaire par exemple. De manière top-down, les politiques publiques élaborées à l'échelon national, voire supranational, cherchent à mobiliser les acteurs locaux décentralisés et à sensibiliser la société civile dans leurs démarches de transitions. À l'inverse, il arrive que de manière plus bottom-up, ce soient les acteurs locaux publics qui prennent l'initiative de s'engager dans une démarche de changement à leur échelle et sur leur territoire d'action.

Comment le concept de transition a-t-il été intégré dans les politiques publiques ? Quelles sont les conséquences de la mise en œuvre de ces politiques sur les territoires ? Quelles sont les limites d'une transition portée par les acteurs publics ?

Axe 3 : Les acteurs de la société civile et la territorialisation de leurs engagements

Ce concept de transition est utilisé et porté par des acteurs de la société civile : entreprises, citoyens ou associations ... Ils sont porteurs d'initiatives sociales, écologiques ou économiques qui participent aussi à la reconfiguration des territoires.

Les actions menées par ces acteurs sont de différentes natures et visent différents objectifs. Certains tentent simplement de changer leurs modes de vie, sans, au premier abord, chercher à faire évoluer le système en profondeur (espaces d'échanges, co-voiturage, co-working, zéro déchet, Do It Yourself, jardins partagés, etc). Se pose alors la question de l'essaimage et du changement d'échelle de ces diverses formes d'engagement vers la transition.

D'autres acteurs se placent en rupture et défendent une transition radicale du système socio-économique, c'est le cas par exemple lorsque des mouvements citoyens ou des acteurs associatifs s'opposent à des projets élaborés par les acteurs publics ou des entreprises (Notre Dame-des-Landes ou Europa City). Ces engagements demeurent localisés mais constituent un changement de paradigme dans la lutte sur un territoire.

Quels acteurs se mobilisent et dans quel cadre s'engagent-ils ? Par quelles interactions et selon quels modes d'action agissent-ils ? Dans quelle mesure les acteurs de la société civile peuvent-ils influencer sur les politiques publiques liées à la transition ? Comment des actions localisées peuvent-elles se diffuser ou se généraliser ?

MOTS-CLÉS

Transition(s), territoires, acteurs, politiques publiques, interactions, changement climatique

MODALITÉS DE PARTICIPATION

Les personnes qui souhaitent soumettre une proposition de communication sont invitées à envoyer un texte de 500 mots (bibliographie non comprise dans les 500 mots). Ce texte doit présenter une courte présentation, un plan détaillé de la communication, l'approche méthodologique, les résultats visés et une bibliographie.

Les résumés sont attendus avant le **26 avril 2020**.

Chaque proposition de communication sera évaluée de façon anonyme à partir d'une grille d'analyse.

COMITÉ D'ORGANISATION et COMITÉ SCIENTIFIQUE

Laboratoire CITERES

Muriel Deparis

Sarah El Attat

Valentin Lamirault

Emilie Laurent

Corentin Thermes

MCR, HDR, Isabelle La Jeunesse

PR José Serrano

Laboratoire RURALITÉS

Hela Abdellatif

Imen Bouart

Mathilde Hermelin Burnol

Marion Mathé

Fatou Diouf

PR Dominique Royoux

PR Jean-Louis Yengué

LIEU

MSH de Tours, 33 allée Ferdinand De Lesseps, Salle Polyvalente, 9h-17h

DATES

26 avril 2020, date limite de réception des résumés

28 avril 2020, réunion du comité d'organisation. Une réponse sera envoyée le même jour aux auteurs des textes sélectionnés.

Mi-juin 2020, date limite de réception de textes complets (*seules les personnes qui envoient leurs textes avant cette date auront la possibilité de communiquer et de publier*).

03 Juillet 2020, Journée des doctorants.

CONTACT

Site web : <https://journeetta.sciencesconf.org/>

Mail : journeetta@sciencesconf.org

BIBLIOGRAPHIE INDICATIVE

Bourg, D., 2012, « Transition écologique, plutôt que développement durable », Victoires éditions - Vraiment durable, 1, p77 96.

Bourg, D., Kaufmann, A., & Méda, D., (Dir), 2016, « L'âge de la transition : En route vers la reconversion écologique », Les Petits matins, 236p.

Coudroy de Lille, L., Rivière-Honeffer, A., Rolland, L., & Volin, A., 2017, « Transition », Géoconfluences, [En ligne].

<http://geoconfluences.ens-lyon.fr/informations-scientifiques/a-la-une/notion-a-la-une/notion-transition>

Commissariat Général au développement durable (Éd.), 2017, « Initiatives citoyennes et transition écologique : Quels enjeux pour l'action publique ? », 78p.

<https://www.ecologiquesolidaire.gouv.fr/sites/default/files/Thema%20%20Initiatives%20citoyennes%20et%20transition%20%C3%A9cologique.pdf>

Durand, L., Oiry, A., & Palle, A., 2018, « La mise en politique de la transition énergétique : La durabilité à l'épreuve des conflits de temporalités », Temporalités, 28, [En ligne].

<https://doi.org/10.4000/temporalites.5091>

Gendron, C., 2015, « Sociologie de la transition : Quelle société post-écologique ? », Cahier de recherche sociologique, 58, p55 72.

Jonet, C., 2010, « Introduction à la transition économique et écologique », Barricade, 10p.

Le Fur, R., 2018, « Du développement durable à la transition : Des démarches d'anticipation territoriales en recomposition », Temporalités, 28, [En ligne].

<https://doi.org/10.4000/temporalites.5270>